



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/49
10 juin 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante et unième réunion
Montréal, 5 – 9 juillet 2010

**RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS :
OPTIONS DE FINANCEMENT ET FORMATS DES DEMANDES DE RENOUVELLEMENT**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Introduction

1. Le présent document a été préparé en réponse à la décision 60/10, dans laquelle le Comité exécutif a décidé de « demander au Secrétariat d'élaborer un document sur les objectifs, indicateurs et formats relatifs aux demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions aux fins d'examen par le Comité exécutif à sa 61^e réunion ». L'information et l'analyse présentées dans ce document sont fondées sur le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/63, présenté pour la première fois à la 57^e réunion et émis de nouveau aux fins de discussions plus approfondies à la 58^e réunion.

2. Le Comité exécutif a approuvé le financement du renforcement des institutions pour la première fois à sa septième réunion, en juillet 1992, en précisant que le renforcement des institutions avait pour objectif principal de fournir les ressources nécessaires « au renforcement d'un mécanisme national afin de faciliter et d'accélérer la mise en œuvre de projets, en vue d'une élimination rapide et efficace des substances réglementées dans le pays, et afin d'assurer une liaison effective entre le pays d'une part, et le Comité exécutif, le Secrétariat du Fonds et les agences d'exécution d'autre part. »¹ Des règles et des politiques régissant le financement des projets de renforcement des institutions ont été développées et adoptées par le Comité exécutif depuis cette date.

3. Le gouvernement de la Chine a soumis à la 44^e réunion du Comité exécutif (en décembre 2004) un document informel sur le renforcement des capacités des Bureaux nationaux de l'ozone dans les pays visés à l'article 5 au cours des dernières étapes de la période de conformité² et a suggéré, entre autres, que les questions relatives au renforcement des institutions (c.-à-d., les travaux du Bureau national de l'ozone, les problèmes de gestion à corriger et les moyens de les corriger) figurent à l'ordre du jour des réunions du Comité exécutif. Le Comité exécutif a été saisi de plusieurs documents sur le renforcement des capacités et le soutien au renforcement des institutions après la soumission de ce document. Un sommaire de ces documents et des décisions est joint à l'annexe I au présent rapport.

4. Ce document tient compte de tous les documents antérieurs examinés par le Comité exécutif depuis la 44^e réunion. Il se penche sur tous les défis associés à l'élimination des HCFC et la charge de travail correspondante des pays visés à l'article 5, il décrit une série d'objectifs des projets de renforcement des institutions et une série d'indicateurs d'efficacité à examiner, et il analyse les options de financement des projets de renforcement des institutions après 2011. Le présent document propose un format simplifié de demande de renouvellement du renforcement des institutions fondé sur l'expérience acquise et présente une série de conclusions et de recommandations. Il contient les principales sections suivantes :

- a) Contexte;
- b) Défis associés à l'élimination des HCFC et conséquences sur la future charge de travail des pays;
- c) Objectifs, indicateurs et formats des demandes de renouvellement du renforcement des institutions;
- d) Options de financement des projets de renforcement des institutions après 2011; et
- e) Conclusions et recommandations.

¹ (UNEP/OzL.Pro/ExCom/7/30).

² Annexe XX au document UNEP/OzL.Pro/44/73.

A. Contexte

5. Le Comité a approuvé la somme de 76 956 609 \$US, plus les coûts d'appui aux agences de 5 600 962 \$US, depuis la septième réunion, pour des projets de renforcement des institutions dans 144 pays visés à l'article 5, comme indiqué à l'annexe II au présent document. Cette somme représente moins de 4 pour cent de la somme totale de 2,5 milliards \$US approuvée par le Fonds multilatéral. Le niveau de financement des projets de renforcement des institutions a été augmenté à deux reprises : en décembre 2001 (35^e réunion), lorsque le Comité exécutif est convenu d'augmenter de 30 pour cent le financement accordé à tous les pays visés à l'article 5 (décision 35/57), et en juillet 2004 (43^e réunion), lorsque le Comité exécutif est convenu d'un financement annuel minimum de 30 000 \$US pour les projets de renforcement des institutions dans les pays à faible et très faible volume de consommation,³ à condition que des mesures législatives soient en vigueur dans les pays concernés et que ces pays aient nommé un Administrateur du Bureau national de l'ozone à plein temps (décision 43/37).

6. Le Comité exécutif, à sa 53^e réunion, a pris note que « les mesures prévues exigées par les pays visés à l'article 5 pour respecter les obligations de conformité après 2010 laissent entendre que l'appui financier pour le renforcement des institutions serait probablement nécessaire après 2010. » Ce fait a été confirmé à la 56^e réunion, lors des délibérations entourant les projets de renforcement des institutions offrant une perspective du fonctionnement des activités de renforcement des institutions (l'annexe III comprend les résultats les plus pertinents en ce qui a trait aux niveaux de financement du renforcement des institutions et l'information sur laquelle ils sont fondés).

7. À sa 57^e réunion, le Comité exécutif était d'avis que les futurs projets de renforcement des institutions devraient être examinés dans le cadre d'un forfait financier établi dans le contexte de l'élimination des HCFC et a décidé, à l'époque, de continuer à financer le renforcement des institutions jusqu'à la fin décembre 2010 (décision 57/36). À la 59^e réunion, le financement du renforcement des institutions a été prolongé jusqu'à la fin décembre 2011 et les pays ont pu choisir entre soumettre leurs projets de renouvellement du renforcement des institutions en tant que projets indépendants ou dans le cadre de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC (décision 59/47). À sa 60^e réunion, le Comité exécutif a décidé de reporter la date de financement des projets de renouvellement du renforcement des institutions soumis à la 59^e réunion jusqu'en décembre 2011 (décision 60/10). Au cours de ses délibérations à cette même réunion, le Comité exécutif a indiqué qu'une liste des demandes de renouvellement de renforcement des institutions approuvées aux 57^e et 58^e réunions serait jointe au document que le Secrétariat préparerait pour la 61^e réunion. Cette liste est jointe à l'annexe IV. Elle ne comprend que les renouvellements du renforcement des institutions approuvés à la 58^e réunion car aucun calcul au prorata n'a été effectué pour les pays ayant présenté une demande de renouvellement du renforcement des institutions à la 57^e réunion.

B. Défis associés à l'élimination des HCFC et conséquences sur la future charge de travail des pays

8. Plusieurs documents sur le renforcement des institutions examinés par le Comité exécutif en arrivent à la conclusion que le soutien au renforcement des institutions qu'offre le Fonds multilatéral pour l'établissement et le maintien des Bureaux nationaux de l'ozone a grandement contribué au respect des objectifs de conformité au Protocole de Montréal par les pays visés à l'article 5.

³ Quatre-vingt-treize pays visés à l'article 5 reçoivent actuellement un soutien financier de 30 000 \$US par année pour un projet de renforcement des institutions.

9. À l'issue des délibérations sur les différentes façons possibles d'évaluer et de définir les coûts différentiels admissibles pour les activités d'élimination de la consommation et de la production des HCFC tenues au cours de la 53^e réunion, le Comité exécutif a décidé, entre autres, que les institutions et les capacités des pays visés à l'article 5 développées grâce au soutien du Fonds multilatéral devraient être utilisées pour réaliser des économies lors de l'élimination des HCFC, s'il y a lieu, et que le Fonds fournirait une assistance stable et suffisante afin de garantir la pérennité des institutions et des capacités jugées nécessaires à l'élimination des HCFC (décision 53/37 e, f). Au cours de cette même réunion, le Comité exécutif a aussi indiqué que les modalités de financement possibles et les niveaux de soutien pour le renforcement des institutions après 2010 devraient être examinés sur la base de la décision XIX/6 sur l'élimination accélérée des HCFC (décision 53/39 a)).

10. Le Comité exécutif a déjà adopté des lignes directrices, à la lumière de la décision XIX/6, pour la préparation et le financement des plans de gestion de l'élimination des HCFC (décisions 54/39 et 56/16), et établi les critères de financement de l'élimination des HCFC dans le secteur de la consommation (décision 60/44). Voici les principaux facteurs découlant de ces décisions d'intérêt pour les activités des Bureaux nationaux de l'ozone :

- a) Achever la préparation du plan complet de gestion de l'élimination des HCFC⁴, comprenant un sondage national sur la consommation et la production de HCFC, s'il y a lieu, et la détermination des points de départ pour la réduction globale de la consommation de HCFC, en prenant note du fait que la valeur de référence pour les HCFC aux fins de conformité ne sera connue qu'en 2011;
- b) Développer et appliquer en profondeur les mesures législatives et/ou les réglementations sur les SAO, en plus de réviser les programmes de permis et de quotas, afin de soutenir les niveaux de réduction de la consommation et de la production des HCFC, s'il y a lieu;
- c) Développer et mettre en pratique des politiques pour appuyer les choix des technologies de remplacement en tenant compte des entreprises, des exigences nationales et des conséquences possibles pour l'environnement, dont le climat, et du fait qu'il y a encore peu de technologies de remplacement pour certaines applications;
- d) Examiner les mesures d'encouragement financières et les occasions de cofinancement afin d'associer des avantages climatiques supplémentaires à l'élimination des HCFC, entre autres;
- e) Coordonner avec toutes les associations de l'industrie afin de contribuer à l'élimination des HCFC;
- f) Amorcer la mise en œuvre de la première étape d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC, afin de respecter les mesures de réglementation de 2013 et de 2015 (et jusqu'aux mesures de réglementation de 2020 pour les pays à faible volume de consommation qui en décident ainsi), notamment les objectifs d'efficacité, en tenant compte du fait que la consommation de HCFC connaît une augmentation rapide dans plusieurs pays visés à l'article 5, que le prix des HCFC demeure plus bas que celui d'autres produits chimiques de remplacement, et qu'il existe de plus en plus de mélanges contenant des HCFC qui n'étaient pas vendus (ni connus) auparavant.

⁴ Le Comité exécutif a déjà approuvé un soutien financier pour la préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC (comprenant des activités d'investissement faisant partie du plan de gestion de l'élimination des HCFC) pour 143 pays visés à l'article 5.

11. Bien que l'élimination des HCFC se fera en fonction des capacités existantes, dont certaines ont été établies lors de l'élimination des SAO autres que le HCFC, d'autres institutions déjà en place pourraient devoir être renforcées afin d'offrir des avantages supplémentaires de l'élimination des HCFC, tels que l'efficacité énergétique, une saine gestion des SAO dépensées et la réduction des émissions de CO₂ dans l'atmosphère.

12. Les activités ci-dessus justifient amplement le maintien du soutien financier des projets de renforcement des institutions, au moins durant la mise en œuvre de la première étape (jusqu'en 2015) et de la deuxième étape (jusqu'en 2020) des plans de gestion de l'élimination des HCFC.

C. Objectifs, indicateurs et formats des demandes de renouvellement du renforcement des institutions

Objectifs et indicateurs

13. Une des principales questions soulevées pendant l'évaluation des projets de renforcement des institutions soumis à la 56^e réunion, plus particulièrement les rapports finaux et les demandes de prorogation, portait sur la difficulté à créer un lien entre les objectifs et les résultats réels des différents projets de renforcement des institutions. L'absence fréquente d'indicateurs d'efficacité mesurables a rendu la surveillance et la comptabilisation des résultats très difficiles. Le rapport indique qu'une planification de résultats plus concrets et quantitatifs aiderait le pays à déterminer son efficacité et fournirait une évaluation plus réaliste des résultats de renforcement des institutions.

14. Après avoir passé en revue les objectifs et les indicateurs communs fournis par les pays dans leurs rapports sur la mise en œuvre du renforcement des institutions et les demandes de renouvellement, voici les objectifs standards et les indicateurs représentatifs permettant de mesurer l'efficacité du renforcement des institutions d'un pays :

Objectif	Indicateur
a) Ratification des Amendements au Protocole de Montréal	Tous les Amendements ont été ratifiés à ce jour
b) Adoption et mise en vigueur des mesures législatives sur les SAO et des réglementations pour la surveillance et la réglementation de la consommation (et de la production, s'il y a lieu) de SAO	Réglementation sur les SAO en place, dont un programme de permis et de quotas, etc., et appliquée dans son intégralité
c) Supervision de la mise en œuvre et de l'achèvement des projets d'élimination dans les délais prévus et réduction de la consommation (et de la production, s'il y a lieu) de SAO	- Nombre de projets d'élimination des SAO dont la mise en œuvre accuse un retard - Le pays est en conformité aux objectifs du Protocole de Montréal
d) Communication des données efficace et dans les délais prescrits	Communication de toutes les données relatives à l'article 7 et au programme de pays

Objectif	Indicateur
e) Intégration de la protection de la couche d'ozone dans les plans nationaux	Le Bureau national de l'ozone est dirigé par un représentant officiel du ministère responsable et financé par le gouvernement
f) Sensibilisation du public et des parties prenantes efficace	- Célébrations de la Journée de la couche d'ozone - Autres activités de sensibilisation

15. Ces objectifs standards communs à tous les projets de renforcement des institutions pourraient être utilisés pour définir les activités qui respecteraient ces indicateurs. Ces activités permettraient aux pays d'offrir une évaluation plus quantitative du projet de renforcement des institutions, avec l'assistance des agences d'exécution responsables du projet de renforcement des institutions. Ces objectifs et indicateurs proposés seraient communs à tous les pays et inclus dans le format révisé des rapports finaux et des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions.

Format révisé des rapports finaux et demandes de renouvellement du renforcement des institutions

16. Les formats des rapports finaux et des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions sont demeurés inchangés depuis leur approbation à la 32^e réunion du Comité exécutif. L'annexe V au présent document comprend un format révisé des rapports finaux et des demandes de prorogation, aux fins de délibérations et d'examen. Ce format révisé tient compte des objectifs et des indicateurs décrits au paragraphe 15 ci-dessus, et met en évidence les commentaires reçus des pays et des agences d'exécution, lors de l'évaluation du renforcement des institutions, sur la lourdeur du fardeau de préparer les rapports et les demandes de renouvellement, ainsi que tout le temps que ces activités exigent, et propose un modèle plus simple qui produit un rapport plus efficace.

D. Options pour le financement du renouvellement du renforcement des institutions après 2011

17. Le Fonds multilatéral a fourni un soutien à la capacité institutionnelle pour l'avancement des objectifs du Protocole de Montréal aux échelles mondiale, régionale et nationale. Au niveau mondial, le PNUE assure les fonctions de mécanisme de centre d'échange et de mise en commun de l'information dans le but exprès de renforcer les capacités des pays visés à l'article 5 et ce, depuis 1991. Le rôle du PNUE en développement des capacités s'est étendu sans interruption et a été officialisé sous l'appellation de Programme d'aide à la conformité en mars 2002, à la 35^e réunion du Comité exécutif.

18. Au niveau des pays, le soutien au développement et, en partie, au maintien continu de la protection de la couche d'ozone dans le contexte de la capacité institutionnelle des pays visés à l'article 5, a été fourni par le Fonds au moyen du renforcement des institutions et, dans une moindre mesure, par le biais des Bureaux de gestion du programme établis et financés dans le cadre des plans nationaux de gestion de l'élimination, des plans de gestion des frigorigènes et des plans de gestion de l'élimination finale, et de manière indirecte, par le financement des projets de renforcement des institutions. De dix à vingt pour cent de la somme totale demandée pour les plans nationaux d'élimination/plans de gestion de l'élimination finale peuvent être alloués à la mise sur pied du Bureau de gestion du programme. Les responsabilités du Bureau de gestion du programme comprennent habituellement : une fonction de gestion de projet détaillée, les relations avec les parties prenantes nationales, et la gestion du développement des mesures législatives et de la surveillance de l'élimination en étroite collaboration avec

le Bureau national de l'ozone. En l'absence de financement, ces activités et autres activités semblables financées par le Bureau de gestion du programme relèveraient uniquement du Bureau national de l'ozone. Ces activités doivent donc être considérées comme un ajout au niveau actuel de soutien institutionnel. Par contre, contrairement au financement du renforcement des institutions, cette allocation pour le Bureau de gestion du programme n'est pas fixe, car le pays peut, à sa discrétion, réaffecter ces fonds à des activités de grande envergure, si nécessaire.

Options de financement possible pour le renouvellement de projets de renforcement des institutions après 2011

19. Les documents sur le renforcement des institutions et des capacités préparés précédemment proposaient les options de financement suivantes pour le renforcement des institutions : le maintien du niveau de financement actuel, une augmentation nette du financement, une réduction nette du financement, et le rééquilibrage du financement du projet de renforcement des institutions et des autres modes de soutien au renforcement des institutions, plus particulièrement le Bureau de gestion du programme. Dans les documents, le choix s'est arrêté sur le maintien du niveau de financement actuel des projets de renforcement des institutions, car l'échéance pour les HCFC est fixée au 1^{er} janvier 2013 et sera suivie d'une réduction de 10 pour cent en 2015, de sorte que des activités d'envergure pour la réglementation des HCFC devront être entreprises sans tarder et, en général relèveront du Bureau national de l'ozone. De plus, l'expérience acquise lors de l'élimination des CFC révèle que les plus grands défis associés à la conformité du secteur de l'entretien se font connaître dans les années précédant immédiatement l'entrée en vigueur de la première mesure de réglementation des substances concernées.

20. Il a été pris en note, lors de l'examen des autres options de financement du renforcement des institutions :

- a) Qu'une augmentation nette du financement des projets de renforcement des institutions pourrait ne pas correspondre entièrement avec l'augmentation du soutien efficace du renforcement des institutions qui sera offert lorsque les plans de gestion de l'élimination des HCFC seront approuvés et que les Bureaux de gestion du programme seront financés. La plupart des capacités requises pour réglementer la consommation des SAO ont déjà été établies et les futures activités institutionnelles auront pour but de renforcer l'efficacité des mécanismes de surveillance et de réglementation existants, et de les appliquer aux HCFC.
- b) Qu'une réduction nette du financement des projets de renforcement des institutions pourrait ne pas être tout à fait en accord avec l'information existante sur l'augmentation possible de la complexité des activités associées à l'élimination des HCFC, comme décrit précédemment. En ce qui concerne les pays à faible volume de consommation recevant actuellement 30 000 \$US par année pour leurs projets de renforcement des institutions en vertu de la décision 43/37, il serait de mise qu'ils échappent à toutes les propositions visant à réduire le soutien aux projets de renforcement des institutions;
- c) L'option de rééquilibrage sous-entendrait que les activités institutionnelles « de base » communes à toutes les SAO, notamment la communication des données, la réglementation des importations et la surveillance efficace, seraient absorbées par les instances gouvernementales compétentes au fil du temps et qu'elles exigeraient un soutien au renforcement des institutions décroissant et éventuellement nul. Dans un tel scénario, le financement du renforcement des institutions serait accordé au Bureau de gestion du programme pour le plan de gestion de l'élimination des HCFC. Comme le soutien au renforcement des institutions serait accordé dans le cadre d'un projet, celui-ci

prendrait fin avec l'achèvement du projet, dans ce cas-ci le plan de gestion de l'élimination des HCFC. De plus, contrairement au financement du renforcement des institutions, le niveau de financement du Bureau de gestion du programme n'est pas fixe car le pays peut, à sa discrétion, réaffecter ces fonds à d'autres activités jugées nécessaires à l'atteinte des objectifs de conformité. Plusieurs pays visés à l'article 5 ont éliminé leurs CFC avant l'adoption des mesures de réglementation accélérées des HCFC alors que le besoin de soutien pour le renforcement des institutions se fait encore plus pressant à cause des futures difficultés envisagées.

21. Dans ce cas-ci, les conséquences néfastes possibles de l'inflation sur le financement du renforcement des institutions, présentées dans les documents précédents sur le renforcement des institutions et des capacités, doivent être notées. Le rapport final sur l'évaluation des projets de renforcement des institutions révèle que la devise américaine avait perdu de 30 à 40 pour cent de sa valeur par rapport à la devise nationale au moment où les données ont été recueillies, ce qui a causé d'importants problèmes. De plus, plusieurs pays ont fait état d'une augmentation importante du prix des salaires, du matériel et des services locaux.

22. Il faut également prendre note qu'il existe actuellement deux modalités de mise en œuvre du renforcement des institutions approuvées par le Comité exécutif. Une de celles-ci voit le renforcement des institutions comme un élément du plan de gestion de l'élimination des HCFC et n'accorde aucune somme au Programme de gestion du programme, et l'autre offre un soutien financier au Bureau de gestion du programme et voit le projet de renforcement des institutions comme un projet indépendant, aux termes des décisions 59/17 et 59/47 b).

E. Conclusions

23. Le présent document fournit une indication des différentes modalités de soutien du renforcement des capacités offertes par le Fonds multilatéral. Celles-ci peuvent être classées dans les vastes catégories d'initiatives mondiales et régionales appuyées, en grande partie, par le Programme d'aide à la conformité du PNUE, et d'initiatives nationales, financées en tant que projets de renforcement des institutions indépendants ayant pour objectif unique de renforcer les capacités, et de volets institutionnels des plans de gestion des frigorigènes, de plans nationaux d'élimination et de plans de gestion de l'élimination finale, et plus récemment, de financement préparatoire des plans de gestion de l'élimination des HCFC. Les conclusions de ce document portent sur le niveau de financement du renforcement des capacités des pays.

24. Le présent document propose également un format révisé des rapports sur les progrès accomplis dans le renforcement des institutions et des demandes de renouvellement du renforcement des institutions. Les formats proposés résument les exigences actuelles de communication des données dans un format simplifié et mettent en évidence les objectifs communs de chacun des projets de renforcement des institutions que les pays doivent atteindre. Il tire les grandes conclusions suivantes :

- a) Le soutien aux projets de renforcement des institutions dans les pays visés à l'article 5 afin d'assurer la conformité au Protocole de Montréal est important;
- b) La charge de travail du Bureau national de l'ozone financé dans le cadre du renforcement des institutions a changé en raison des nouvelles mesures de réglementation du Protocole de Montréal;
- c) Les projets de renforcement des institutions devraient continuer à être financés pour des périodes régulières aux niveaux de financement actuels afin d'assurer la continuité et le respect efficace du Protocole de Montréal, et les pays visés à l'article 5 peuvent choisir de

soumettre un projet de renforcement des institutions en tant que projet indépendant ou comme élément d'un plan de gestion de l'élimination des HCFC, conformément aux décisions 59/17 et 59/47 b);

- d) Les rapports sur les progrès accomplis dans le renforcement des institutions et les demandes de renouvellement devraient être simplifiés aux fins d'efficacité.

Recommandations

25. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du document Renforcement des institutions : options de financement et formats des demandes de renouvellement portant le numéro UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/49;
- b) Envisager de maintenir le soutien global au renforcement des institutions au niveau actuel et convenir de renouveler les projets de renforcement des institutions pour la période complète de deux ans à partir de la 61^e réunion, en tenant compte des décisions 59/17 et 59/47 b), en vertu desquelles les pays peuvent soumettre leurs projets de renforcement des institutions en tant que projets indépendants ou en tant qu'élément de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC;
- c) Approuver le format révisé de renouvellement du renforcement des institutions, comprenant les objectifs et indicateurs, joint à l'annexe V au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/61/49, et demander aux agences bilatérales et d'exécution d'utiliser ces formats pour leurs demandes de renouvellement du renforcement des institutions proposées à la 62^e réunion et suivantes.

Annex I

EXECUTIVE COMMITTEE DECISIONS PERTAINING TO INSTITUTIONAL STRENGTHENING

44th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/73, December 2004)

Decision 44/64

1. At the 44th Meeting, the Government of China submitted an informal paper on enhancing the national ozone unit (NOU) capacity building in Article 5 countries in the final stages of the compliance period (Annex XX of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/73). The paper suggested, *inter alia*, that the Fund should increase input in non investment activities and capacity building of Article 5 countries in the final stage of compliance period, especially in striking the illegal trade, policy formulation and enforcement, substitution technology promotion, and information management; to include in the Committee's agenda NOUs capacity building (i.e., work of the NOU, management problems faced and ways to resolve them); and strengthening UNEP's networks, especially its South-South cooperation activities for improving NOUs capacity.

2. The Executive Committee decided that some representatives would work on the issue intersessionally and submit a revised paper to the 45th Meeting.

45th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/55, April 2005)

Decision 45/55

3. In response to decision 44/64, the Government of China submitted a supplementary paper expanding on the proposal for enhancing Article 5 countries' NOU capacity-building in the final stages of the Protocol compliance period (UNEP/OzL.Pro/ExCom/45/47). With regard to institutional capacity, the paper suggested that the Committee should review upcoming compliance requirements, orientation and tasks and the adaptability of existing working procedures and operational mechanisms. Issues such as NOU capacity-building and status of work should be on the agenda of each meeting of the Executive Committee. Article 5 countries should be supported and facilitated as they further strengthen their policies and laws and regulations for compliance, so as to strengthen the capacity of their governments on compliance monitoring and management.

4. The Executive Committee requested the Secretariat to expand on the paper from China and to present to the 47th Meeting the preliminary results of an analysis of possible further action and policies required to assist compliance with the phase-out requirements for all the ODS covered by the Montreal Protocol, including the review of IS projects envisaged under decision 35/57.

47th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/47/61, November 2005)

Decision 47/49

5. At the 47th Meeting, the Committee considered document UNEP/OzL.Pro/ExCom/47/53 on the preliminary results of an analysis of possible further action and policies required to assist compliance with all ODS phase-out requirements, including the review of IS projects envisaged under decision 35/57. The issues presented in the document fell into three categories, namely, the adequacy of current IS and capacity-building activities to support phase-out and compliance with the Protocol control measures up to and including 2010; the potential need for institutional support to Article 5 countries after 2010; and an initial assessment of the opportunities for more efficient and effective administration of IS project renewals. The paper provided some conclusions, including the suggestion that the institutional support

measures already in place constituted an appropriate response to meeting the needs of Article 5 countries in regard to their compliance obligations under the Protocol up to and including 1 January 2010.

6. Following a discussion, the Executive Committee decided:
- (a) To note that in the compliance period specific measures had been taken to provide additional, and guaranteed institutional support and to re-focus the work of the Executive Committee on facilitating compliance;
 - (b) To agree that the measures already taken constituted an appropriate response to meeting the needs of Article 5 countries in regard to their compliance obligations under the Montreal Protocol up to and including 1 January 2010;
 - (c) To note that the anticipated actions required by Article 5 countries to meet compliance obligations after 2010 provided an indication that funding support for institutional strengthening might need to be continued after 2010;
 - (d) That possible funding arrangements and levels for institutional strengthening support beyond 2010 should be examined at the end of 2007;
 - (e) To explore the extent, nature and eligibility of any additional measures that might be considered for funding by the Executive Committee to address surveys, institutional measures and/or other preparatory activities for HCFC phase-out in the light of the results of the China policy study and the surveys carried out by UNDP;
 - (f) To acknowledge that institutional strengthening support might need to be revised in accordance with the Executive Committee's guidelines when a country formally revised its baseline with the Parties to the Protocol; and
 - (g) To request the Secretariat, in consultation with the implementing agencies, to prepare for the 49th Meeting a paper examining the relative merits of replacing the current requirements for submission of requests for renewal of an institutional strengthening project with a simplified arrangement that would make use of the report on progress on implementation of country programmes, which is now provided annually by all Article 5 countries receiving support from the Multilateral Fund, together with an annual cycle of funding renewals, but with no change to the annual levels of funding provided.

49th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/43, July 2006)

Decision 49/32

7. At the 49th Meeting, the Committee considered document UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/38 on the relative merits of replacing the current requirements for submissions of requests for renewal of an IS project with a simplified arrangement. The document concluded that some of the key features of the current arrangements, especially those associated with financial management and accountability, might need to be retained. If those features were to remain, the existing system would need to be maintained. The Secretariat, however, would continue to look closely at the renewal process for IS projects and might be in a position to propose some detailed improvements as part of the next review, which was due at the end of 2007. In the document before the Committee, the Secretariat was also proposing fine-tuning the existing arrangements for conveying the views of the Executive Committee to governments of countries whose institutional strengthening projects had been renewed.

8. Following a discussion, the Executive Committee decided:
- (a) To maintain for the time being the current arrangements for submission and consideration of requests for renewal of institutional strengthening projects;
 - (b) To request the Secretariat to continue to examine opportunities to fine-tune the institutional strengthening renewal process and to address any additional findings in the context of the review of institutional strengthening funding post-2010, to be presented to the Executive Committee at the end of 2007 in accordance with decision 47/49; and
 - (c) To request the Secretariat to draft remarks to be addressed to the governments of those countries for which there were issues that might require urgent attention in order to maintain progress with phase-out and/or compliance or, alternatively, commenting favourably on exceptional successes or specific phase-out achievements.

53rd Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/67, December 2007)

Decision 53/39:

9. At the 53rd Meeting, the Executive Committee considered document UNEP/OzL.Pro/ExCom/53/61 on options for possible funding arrangements and levels for institutional strengthening support beyond 2010, and on opportunities to fine-tune the institutional strengthening renewal process (follow-up to decisions 47/49 and 49/32). It provided a brief review of the current funding arrangements for IS projects, explored opportunities for streamlining IS renewal requests and proposed possible future levels of funding to support IS projects. It concluded that support from the Multilateral Fund for IS projects should be maintained at levels similar to current ones because the remaining activities in NOUs needed to support phase-out objectives after 2010 would be similar to those required to meet CFC phase-out goals.

10. Following the discussion, the Executive Committee decided:
- (a) To note that the anticipated actions required by Article 5 countries to meet compliance obligations after 2010 provided an indication that funding support for institutional strengthening would likely be needed after 2010 and that possible funding arrangements and levels for institutional strengthening support beyond 2010 should be examined taking into account paragraph (b) below, especially in light of decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties, which imposed new obligations with respect to an accelerated HCFC phase-out;
 - (b) To request the Secretariat to review possible funding arrangements and levels for capacity building, to explore the extent, nature and eligibility of any additional measures that might be considered for funding by the Executive Committee to address activities for HCFC phase-out consistent with guidelines pertaining to institutional strengthening activities to be agreed by the Executive Committee and to report to the Executive Committee by the first Meeting of 2009.

56th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/64, November 2008)

Decision 56/6:

11. The Executive Committee, at its 56th Meeting, considered the final report on the evaluation of institutional strengthening projects in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/8, explained that the evaluation was part of the 2008 monitoring and evaluation work programme approved by the Executive Committee at its 53rd Meeting (decision 53/7). The desk study on the evaluation of institutional strengthening projects that had been presented to the 54th Meeting of the Executive Committee

(UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/13) had identified important issues for more detailed investigation during the results of which were summarized in this report.

12. The Executive Committee decided:

- (a) To take note of the final report on the evaluation of institutional strengthening projects as presented in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/8;
- (b) To request:
 - (i) The Fund Secretariat to take into account the findings of the evaluation in its review of the funding for institutional strengthening pursuant to Executive Committee decision 53/39;
 - (ii) The implementing agencies to review procedures for fund disbursement and reporting and administrative requirements with a view to minimizing project implementation delays for institutional strengthening projects while ensuring that accountability for institutional strengthening funds disbursed was maintained;
 - (iii) The Fund Secretariat, implementing agencies and the bilateral agencies, in consultation with Article 5 countries, to agree on a set of objectives, expected results and indicators, which would be incorporated into future institutional strengthening extension requests;
 - (iv) The implementing agencies to monitor implementation of institutional strengthening projects and to submit any requests for renewal up to six months in advance of expiry of the existing project in line with Executive Committee decision 19/29;
 - (v) The Fund Secretariat to review the formats for terminal reports and extension requests for institutional strengthening projects with the aim of rationalizing reporting and project review;
 - (vi) UNEP, through the Compliance Assistance Programme (CAP), to allocate time during network meetings to discuss institutional strengthening reporting and the importance of requesting renewals on time; and
 - (vii) UNEP to develop a training module on policy and technical issues related to the reduction of HCFCs, with technical inputs from the other implementing agencies, for briefings of national ozone units during network meetings.

57th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/69, May 2009)

Decision 57/36

13. At its 57th Meeting, the Executive Committee considered document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/63 which provided a review of the current funding arrangements for institutional strengthening (IS). At this meeting, the Executive Committee noted that IS was a policy issue that was intertwined with other policy matters, for example HCFC phase-out and funding, and referred the issue to the informal group set up to discuss HCFC policy issues. Taking into account the informal group's discussions, the Executive Committee was of the view that future IS funding would need to be considered as part of a package of funding that had to be agreed in the context of HCFC phase-out.

14. Following the discussion, the Executive Committee decided:
- (a) To take note of the Secretariat's paper (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/63) on review of the current funding arrangements for institutional strengthening (IS);
 - (b) To continue to fund requests for the renewal of IS projects up to the end of December 2010 at current levels pending final resolution of the matter by the Executive Committee at its 58th Meeting; and
 - (c) To request the Secretariat to continue its work on objectives, indicators and formats so that the results could be applied to requests for renewal of IS projects submitted by the countries from the beginning of 2010 onwards.

58th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/53, July 2009)

Decision 58/16

15. At its 58th Meeting, the Executive Committee considered document UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/18 where the issue of the levels of funding for institutional strengthening projects beyond 2010 was discussed. The Secretariat recalled that, since the adoption of decision 47/49, the Executive Committee had considered several policy papers on the issue of IS. The Secretariat noted that the implementing agencies had submitted a number of requests for the renewal of funding for IS projects beyond 2010 and, as a result, the Secretariat had been unable to recommend those projects for blanket approval.

16. Following the discussion, the Executive Committee decided to approve institutional strengthening renewals up to 31 December 2010.

59th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/59, December 2009)

Decision 59/17

17. At the 57th Meeting, in discussing the policy issues that arose from project review, the Executive Committee noted that the first HPMP submitted to the Meeting, included funding in principle for IS to be approved as part of different tranches, subject to the conditions of a performance-based agreement. The Executive Committee was asked to consider whether to accept, where requested, the inclusion of funding for IS within the HPMP. The representative of the Secretariat recalled paragraph 3 of decision XXI/29 of the Twenty-First Meeting of the Parties.

18. The Executive Committee decided that Article 5 Parties had the flexibility to submit requests for institutional strengthening funding either as part of their HCFC phase-out management plans or separately, as they so chose.

Decision 59/47

19. The Executive Committee also considered document UNEP/OzL.Pro/ExCom/59/53, which referred to document UNEP/OzL.Pro/ExCom/58/48, "Institutional strengthening: options for funding after 2010 (follow-up to decision 53/39 and decision 57/36(b))". This document was a reissue of the previous policy document issued at the 57th and 58th Meeting, with very minor updates.

20. The Executive Committee decided:

- (a) To extend financial support for institutional strengthening (IS) funding for Article 5 Parties beyond 2010 up to December 2011; and

- (b) To allow Article 5 Parties to submit their IS projects as stand-alone projects or within their HCFC phase-out management plans.

60th Meeting (UNEP/OzL.Pro/ExCom60/54, April 2010)

Decision 60/10

21. At the 60th Meeting, the Executive Committee considered the policy issue raised on the funding of IS renewals in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/15, Overview of issues considered during project review. The Committee was invited to consider extending the period of renewal of IS projects for those approved at the 57th, 58th and 59th Meetings in line with decision 59/47, and to requests for funding on top of current funding practices to account for additional responsibilities that the NOU expects to have when considering climate and ozone benefits.

22. Following the discussion, the Executive Committee decided:

- (a) To extend the date for funding of institutional strengthening (IS) projects approved at the 59th Meeting of the Executive Committee not exceeding two years up to December 2011 in line with decision 59/47;
- (b) To request the Secretariat to prepare a document on objectives, indicators and formats pertaining to requests for the renewal of IS projects for consideration by the Executive Committee at its 61st Meeting; and
- (c) To consider the issue of the options for funding IS projects further at the 61st Meeting of the Executive Committee.

Annex II

**FINANCIAL STATUS OF INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECTS
(April 2010)**

Country	Project Cost (US \$)	Support Cost (US \$)	Total Costs (US \$)	Date of Phase I Approval	Most Recent Approved Phase	Date of Latest Phase Approved
Afghanistan	441,237	0	441,237	Jul-04	IV	Jul-09
Albania	369,600	5,460	375,060	Dec-01	III	Apr-08
Algeria	1,158,809	50,311	1,209,120	Nov-93	V	Apr-09
Angola	347,700	45,202	392,902	Nov-02	II	Nov-06
Antigua and Barbuda	127,187	4,680	131,867	Nov-98	III	Dec-04
Argentina	1,844,794	188,445	2,033,239	Jul-94	VI	Nov-09
Armenia	120,000	9,000	129,000	Apr-09	I	
Bahamas	153,333	6,500	159,833	May-96	III	Nov-06
Bahrain	339,700	14,300	354,000	Oct-96	VI	Apr-10
Bangladesh	606,313	64,608	670,921	Sep-94	V	Nov-07
Barbados	341,390	29,244	370,634	Dec-94	III	Jul-05
Belize	395,300	11,505	406,805	Nov-99	V	Nov-09
Benin	279,999	15,167	295,166	Nov-95	VI	Nov-08
Bhutan	222,500	0	222,500	Jul-04	III	Jul-09
Bolivia	548,942	27,604	576,546	Nov-95	VII	Nov-09
Bosnia and Herzegovina	200,042	20,741	220,783	Mar-99	II	Jul-04
Botswana	246,546	11,726	258,272	Jul-94	III	Nov-07
Brazil	1,875,743	192,551	2,068,294	Jun-93	VI	Apr-10
Brunei Darussalam	150,000	10,400	160,400	Nov-98	II	Jul-04
Burkina Faso	540,240	32,578	572,818	Nov-93	VIII	Nov-08
Burundi	303,200	8,580	311,780	Nov-98	V	Apr-09
Cambodia	416,362	0	416,362	Mar-02	V	Jul-09
Cameroon	933,128	48,750	981,878	Nov-93	VII	Nov-09
Cape Verde	195,000	0	195,000	Mar-02	III	Apr-09
Central African Republic	235,520	9,880	245,400	Nov-95	V	Apr-09
Chad	240,000	7,800	247,800	Jul-98	IV	Nov-08
Chile	1,357,607	140,839	1,498,446	Jun-92	VIII	Apr-09
China	2,909,996	313,949	3,223,945	Feb-92	VIII	Nov-08
Colombia	1,729,357	185,659	1,915,016	Mar-94	VII	Jul-09
Comoros	250,426	6,023	256,449	Nov-97	VI	Apr-09
Congo	339,401	13,633	353,034	Jul-95	VI	Apr-09
Congo, DR	274,295	12,585	286,880	Mar-99	V	Jul-09
Cook Islands	77,500	0	77,500	Dec-04	II	Nov-09
Costa Rica	1,089,871	110,945	1,200,816	Oct-92	VIII	Nov-09
Cote D'Ivoire	416,990	26,560	443,550	Jul-94	IV	Nov-07
Croatia	519,221	21,866	541,087	Oct-96	VI	Nov-08
Cuba	997,591	96,892	1,094,483	Jun-93	VII	Nov-09
Djibouti	228,000	0	228,000	Jul-02	III	Apr-09
Dominica	176,000	3,900	179,900	Nov-98	IV	Nov-08
Dominican Republic	660,998	33,540	694,538	Jul-95	V	Nov-08
Ecuador	798,374	39,169	837,543	Mar-93	V	Nov-09
Egypt	1,465,657	152,791	1,618,448	Jun-93	VII	Nov-08
El Salvador	289,480	14,495	303,975	May-97	V	Nov-08
Equatorial Guinea	120,000	0	120,000	Jul-06	I	Apr-09
Eritrea	80,000	0	80,000	Nov-05	I	Apr-08
Ethiopia	273,232	13,104	286,336	Oct-96	V	Nov-09
Fiji	346,820	14,277	361,097	Mar-94	VI	Nov-08

Country	Project Cost (US \$)	Support Cost (US \$)	Total Costs (US \$)	Date of Phase I Approval	Most Recent Approved Phase	Date of Latest Phase Approved
Gabon	295,520	9,880	305,400	May-97	VI	Nov-08
Gambia	226,744	9,126	235,870	May-96	V	Apr-08
Georgia	359,368	24,271	383,639	Nov-97	VI	Apr-09
Ghana	1,051,743	113,792	1,165,535	Oct-92	VIII	Nov-08
Grenada	160,500	3,900	164,400	Mar-00	III	Apr-10
Guatemala	647,200	59,800	707,000	Jun-93	VI	Nov-07
Guinea	279,999	15,167	295,166	Nov-95	VI	Nov-08
Guinea-Bissau	150,000	0	150,000	Apr-03	II	Nov-06
Guyana	224,733	14,092	238,825	Nov-97	IV	Nov-09
Haiti	350,001	0	350,001	Nov-02	III	Nov-09
Honduras	347,199	14,300	361,499	Oct-96	VI	Apr-09
India	2,732,271	275,810	3,008,081	Oct-92	VIII	Apr-10
Indonesia	1,816,710	176,498	1,993,208	Jun-93	VII	Nov-09
Iran	1,158,305	122,031	1,280,336	Oct-92	VII	Nov-08
Iraq	300,000	0	300,000	Apr-08	I	Apr-09
Jamaica	331,200	20,020	351,220	Oct-96	VI	Jul-08
Jordan	1,062,485	85,637	1,148,122	Jun-92	VIII	Jul-09
Kenya	970,293	84,113	1,054,406	Mar-93	VII	Jul-09
Kiribati	120,666	0	120,666	Mar-02	III	Nov-09
Korea, DPR	614,704	30,888	645,592	Feb-97	V	Nov-07
Kuwait	437,480	0	437,480	Jul-02	IV	Nov-09
Kyrgyzstan	481,140	0	481,140	Jul-02	IV	Jul-08
Lao, PDR	243,200	8,580	251,780	Jul-01	IV	Nov-08
Lebanon	917,618	93,701	1,011,319	May-96	VI	Nov-08
Lesotho	136,000	6,500	142,500	Oct-96	IV	Nov-07
Liberia	298,246	0	298,246	Dec-03	III	Apr-09
Libya	293,065	30,615	323,680	Dec-00	II	Nov-09
Macedonia, FYR	753,841	76,135	829,976	Oct-96	VI	Apr-09
Madagascar	252,100	9,100	261,200	Nov-99	IV	Nov-09
Malawi	446,582	23,355	469,937	Mar-94	VII	Nov-09
Malaysia	1,876,666	205,536	2,082,202	Mar-93	VIII	Jul-09
Maldives	257,003	5,363	262,366	Mar-94	V	Nov-08
Mali	298,698	15,167	313,865	Mar-98	V	Nov-08
Marshall Islands	153,178	0	153,178	Mar-02	IV	Nov-09
Mauritania	205,553	3,367	208,920	Sep-94	V	Apr-09
Mauritius	170,000	6,500	176,500	Jun-93	III	Nov-07
Mexico	1,941,397	169,463	2,110,860	Jun-92	IX	Jul-09
Micronesia	75,333	0	75,333	Mar-02	II	Jul-09
Moldova, Rep	357,336	10,400	367,736	Jul-98	V	Apr-08
Mongolia	342,898	8,580	351,478	Jul-99	VI	Apr-10
Montenegro	90,000	6,750	96,750	Mar-07	I	Jul-08
Morocco	646,000	23,270	669,270	May-96	IV	Nov-09
Mozambique	334,080	12,012	346,092	Dec-94	IV	Apr-09
Myanmar	106,000	9,880	115,880	Nov-99	II	Jul-09
Namibia	336,472	13,382	349,854	Nov-95	VI	Nov-09
Nauru	97,500	0	97,500	Dec-04	III	Apr-10
Nepal	295,733	8,060	303,793	Nov-98	V	Nov-08
Nicaragua	287,200	14,300	301,500	May-97	V	Nov-09
Niger	434,109	22,724	456,833	Dec-94	VII	Nov-09
Nigeria	1,279,149	123,389	1,402,538	Mar-93	V	Apr-08
Niue	150,000	0	150,000	Dec-04	III	Nov-09
Oman	215,861	20,534	236,395	Dec-00	III	Nov-08
Pakistan	1,098,447	105,898	1,204,345	Sep-94	V	Apr-09

Country	Project Cost (US \$)	Support Cost (US \$)	Total Costs (US \$)	Date of Phase I Approval	Most Recent Approved Phase	Date of Latest Phase Approved
Palau	135,333	0	135,333	Mar-02	III	Nov-09
Panama	586,500	37,375	623,875	Jun-93	IV	Dec-04
Papua New Guinea	180,778	23,501	204,279	May-96	IV	Apr-08
Paraguay	227,960	14,365	242,325	Feb-97	IV	Nov-07
Peru	390,210	33,371	423,581	Jul-95	III	Jul-02
Philippines	1,231,356	94,303	1,325,659	Mar-93	VII	Apr-10
Qatar	240,956	21,589	262,545	Mar-99	III	Nov-09
Romania	234,077	22,383	256,460	Jul-95	II	Apr-05
Rwanda	206,600	0	206,600	Mar-02	III	Apr-09
Saint Kitts and Nevis	163,000	3,900	166,900	Feb-97	IV	Nov-09
Saint Lucia	242,980	7,927	250,907	Feb-97	VI	Jul-08
Saint Vincent and the Grenadines	173,430	3,939	177,369	Jul-98	IV	Jul-09
Samoa	211,000	3,900	214,900	May-97	V	Jul-09
Sao Tome and Principe	130,666	0	130,666	Nov-02	II	Nov-06
Saudi Arabia	300,000	0	300,000	Nov-07	I	
Senegal	1,169,501	53,170	1,222,671	Nov-93	VIII	Nov-09
Serbia	414,100	39,385	453,485	Jul-98	III	Nov-09
Seychelles	173,167	6,912	180,079	Jul-94	IV	Nov-07
Sierra Leone	294,490	0	294,490	Mar-02	III	Apr-08
Solomon Islands	117,083	0	117,083	Mar-02	III	Nov-09
Somalia	112,000	0	112,000	Mar-02	I	Nov-09
Sri Lanka	897,130	94,508	991,638	Mar-94	VII	Jul-08
Sudan	647,955	51,051	699,006	Mar-94	V	Jul-09
Suriname	256,666	0	256,666	Dec-03	III	Nov-09
Swaziland	245,664	8,752	254,416	Dec-94	IV	Nov-09
Syria	768,480	80,241	848,720	Jun-93	IV	Jul-09
Tanzania	243,200	8,580	251,780	Oct-96	IV	Apr-09
Thailand	1,966,671	184,167	2,150,838	Mar-93	VI	Jul-09
Timor Leste	40,000	0	40,000	Nov-08	I	
Togo	312,666	9,100	321,766	Nov-97	V	Nov-08
Tonga	116,266	0	116,266	Mar-02	III	Nov-09
Trinidad and Tobago	341,977	34,557	376,534	Oct-96	VI	Nov-09
Tunisia	1,209,219	79,561	1,288,780	Oct-92	V	Jul-08
Turkey	894,601	57,882	952,483	Oct-92	IV	Jul-09
Turkmenistan	222,693	1,125	223,818	Jul-05	II	Apr-08
Tuvalu	55,083	0	55,083	Mar-02	II	Nov-08
Uganda	64,515	8,387	72,902	Jul-94	I	
Uruguay	1,153,785	125,111	1,278,896	Jun-93	VIII	Nov-08
Vanuatu	59,500	0	59,500	Mar-02	II	Nov-09
Venezuela	2,238,731	243,931	2,482,662	Mar-93	IX	Nov-08
Vietnam	796,204	41,642	837,846	Jul-95	VII	Apr-09
Yemen	851,608	30,940	882,548	Jul-98	VI	Nov-09
Zambia	257,040	16,380	273,420	Mar-93	IV	Apr-09
Zimbabwe	843,841	51,885	895,726	Jul-94	VI	Nov-09
Grand Total	76,959,609	5,600,962	82,560,571			

Annex III

Summary of findings from the report on the evaluation of IS project presented to the 56th Meeting (UNEP/OzL.Pro /ExCom/56/8) related to funding levels of IS

1. In relation to funding levels for IS, the findings of the IS evaluation report included, *inter alia*, that:
 - There is sufficient evidence that achievement of the ODS phase-out as scheduled could not have been attained without the IS projects;
 - The variations between countries in terms of NOU staffing, institutional position and use of the IS budget for staff salaries, consultants, and activities are large; they reflect the situation and requirements in each country and the specific project modalities established in negotiations between the government authorities and the implementing agency;
 - In very few cases not all IS funding was needed; while in many countries, NOUs claimed that IS funding was not enough to take care of particular aspects like the travel required in a large country. It was also frequently said that the real purchasing power of IS funding had declined in recent years due to inflation in the country and exchange rate variations.
2. The above findings confirm anecdotal information that it is difficult to quantify the level of the contribution to compliance made by IS projects while leaving no doubt that the projects and the funding through which they were realised have played an important role in meeting and sustaining the compliance targets of the Montreal Protocol.
3. In regard to the level of funding available for each country, the IS evaluation report considered this in relation to the initial guidance provided by the Executive Committee at its 7th Meeting. The analysis presented in the report offered a funding range that extended from US \$170,000 for LVC countries to US \$400,000 for high-volume-consuming countries for a three-year period on a case-by-case basis, with the initial focus being the baseline consumption of the country.
4. The evaluation report indicates that case-by-case basis for determination of IS funding adopted by the Executive Committee, together with variations in both funding levels and implementation modalities between countries show that it is not a practical option to attempt to either analyse or to establish IS funding levels ‘from the bottom up’ by adding together standardised cost elements. The adequacy of current funding levels ranges from more than enough in some situations; to others where NOUs believe current levels are less than sufficient.
5. In reviewing the data for these submission delays it is noted that 130 out of the total 143 countries who have received IS funding have experienced some form of delay in IS renewals. The report also clearly states that the reasons for the lag in IS renewals in most of these countries are either administrative (i.e. delays in transfer of approved funds by the implementing agencies, delays in financial reporting from the country to the implementing agency or from the implementing agency to the Secretariat), or political instability in a recipient country. In reality, many of these countries, while meeting compliance with the Montreal Protocol targets still face difficulties in implementation of their projects and therefore continue to need support for the NOU.

Annex IV

**IS projects approved at the 58th Meeting for funding up to December 2010
(Decision 58/16)***

Country	Amount approved (US \$)	Agency	Period
Afghanistan**	81,250	UNEP	December 2009 – December 2010
Bhutan**	32,500	UNEP	December 2009 – December 2010
Cambodia**	61,028	UNEP	December 2009 – December 2010
Colombia**	160,764	UNDP	November 2009 – December 2010
Congo DR	48,405	UNEP	July 2009 – December 2010
Jordan	110,500	World Bank	July 2009 – December 2010
Kenya	107,431	UNEP	August 2009 – December 2010
Malaysia**	139,750	UNDP	January 2010 – December 2010
Mexico	185,250	UNIDO	July 2009 – December 2010
Micronesia**	30,000	UNEP	January 2010 – December 2010
Myanmar	30,000	UNEP	January 2010 – December 2010
Samoa**	35,000	UNEP	November 2009 – December 2010
Saint Vincent and the Grenadines	40,000	UNEP	September 2009 – December 2010
Sudan	109,395	UNEP	July 2009 – December 2010
Syria	152,867	UNIDO	July 2009 – December 2010
Thailand	260,001	World Bank	July 2009 – December 2010
Turkey	209,625	UNIDO	July 2009 – December 2010

***None of the IS renewal requests submitted to the 57th Meeting were pro-rated.**

****IS request submitted for consideration at the 61st Meeting**

Annexe V

Format révisé des rapports finaux et des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions

**Rapport final et demande de prorogation du financement pour le renforcement des institutions
20xx à 20xx**

Les points 1 à 12 et 15 doivent être remplis par le pays visé avant la transmission à l'agence d'exécution aux fins de commentaires au point 14

1. Pays :
2. Agence d'exécution nationale / Bureau national de l'ozone :
3. Agence d'exécution : _____
4. Phases du projet de renforcement des institutions (approuvées) :

Phase	Durée (jj/mm/aa)	Financement du Fonds multilatéral (approuvé)	Financement du Fonds multilatéral (décaissé)

5. a) Période visée par le rapport (de mm/aa à mm/aa) : _____
b) Demande (phase à financer (\$US) et période) : _____

6. Communication des données :

Données à communiquer	Communiquées		Année visée par les données	Année de la communication
	OUI	NON		
Article 7				
Mise en œuvre du programme de pays				

7. Décrivez le rôle et la position du Bureau national de l'ozone au sein de l'administration nationale, le mode de supervision de ses travaux et l'accès à ses hauts dirigeants (peut inclure la coopération avec les comités directeurs, les groupes consultatifs et les organes interministériels)

8. Précisez le nombre d'employés au Bureau national de l'ozone :
- Combien d'entre eux sont rémunérés dans le cadre du projet de renforcement des institutions?
_____ Plein temps _____ Temps partiel _____
 - Combien d'entre eux sont rémunérés par le gouvernement ? _____ Plein temps _____ Temps partiel _____

9. Le personnel du Bureau national de l'ozone est-il complet?

 OUI NON

Si non, expliquez _____

10. Veuillez fournir des détails sur l'état de la mise en œuvre des activités approuvées pour la phase précédente du renforcement des institutions et des activités prévues de la phase en cours. Ajoutez des indicateurs particuliers, si nécessaire.

Objectifs (ajoutez-en si nécessaire)	Activités de la phase en cours	Réalisations de la phase en cours (précisez la phase/mm/aa)	Activités prévues de la phase suivante (précisez la phase/mm/aa)	Résultat prévu pour la phase suivante
Objectif 1 : Adoption/mise en œuvre des mesures législatives sur les SAO et de réglementations pour surveiller et réglementer la consommation de SAO				
Mise en place de programmes de permis et de quotas pour les HCFC				
Application des mesures de réglementation pour soutenir l'élimination des CFC				
Surveillance du commerce illicite des SAO (toutes les SAO)				
Ratification des Amendements au Protocole de Montréal				
Objectif 2 : Collecte de données et remise des rapports efficace et dans les délais prescrits				
Surveillance douanière des importations/exportations				
Communication des données en vertu de l'article 7				
Communication des données en vertu du programme de pays				

Objectifs (ajoutez-en si nécessaire)	Activités de la phase en cours	Réalisations de la phase en cours (précisez la phase/mm/aa)	Activités prévues de la phase suivante (précisez la phase/mm/aa)	Résultat prévu pour la phase suivante
Objectif 3 : Consultations et coordination avec les autres agences/parties prenantes nationales				
Comité directeur				
Associations d'industrie				
Objectif 4 : Surveillance de la mise en œuvre des activités d'élimination et de la réduction des SAO dans les délais prescrits				
Mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination finale				
Préparation/mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC				
Projet 1				
Projet 2				
Objectif 5 : Sensibilisation et mise en commun d'information				
Diffusion d'information aux principales parties prenantes				
Journée internationale de la protection de la couche d'ozone				
Objectif 6 : Coopération régionale et participation aux réunions du Protocole de Montréal				
Participation aux ateliers régionaux				
Groupe de travail à composition non limitée / Réunion des Parties				

11. Rapport financier

Poste de dépense	Budget de la phase en cours (\$US)	Décaissement (pour la phase en cours) (\$US)		Estimation du budget (pour la phase visée par la demande) (\$US)	Financement du gouvernement (contribution en biens et services) (\$US)	
		Réel	Engagé		Phase en cours	Phase visée par la demande
Personnel (y compris les consultants)						
Équipement						
Dépenses opérationnelles (p. ex., réunions, consultations, etc.)						
Sensibilisation du public						
Autre						
TOTAL						

12. Veuillez évaluer l'efficacité du projet de renforcement des institutions à respecter les indicateurs suivants :

Indicateur	Évaluation			Commentaires
	Très bonne	Satisfaisante	Faible	
1. Efficacité des mesures de réglementation des importations				
2. Intégration des enjeux de la protection de la couche d'ozone dans les plans nationaux				
3. Achèvement des projets d'élimination				
4. Communication efficace des données				

13. Appui du gouvernement :

Plan d'action autorisé par (<i>nom</i>) :	
Signature de la personne autorisée	<i>(signature de la copie papier)</i>
Titre :	
Organisation/agence/ministère de supervision :	
Date :	

14. Soumission du plan d'action :

Nom de l'agence d'exécution :	
Nom de l'administrateur du projet :	
Signature de l'administrateur du projet	
Date :	
Commentaires de l'agence d'exécution	

15. Sommaire analytique. Veuillez fournir un sommaire d'un paragraphe de l'information demandée ci-dessous. Ces paragraphes seront utilisés dans les documents destinés à la réunion du Comité exécutif.

- a) Rapport final
- b) Plan d'action